

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-France-a-reactualise-un-mandat-international-contre-Pinochet-18-militaires-dont-quatre-generaux>

# **La France a réactualisé un mandat international contre Pinochet, 18 militaires, dont quatre généraux**

- Les Cousins - Chili -  
Date de mise en ligne : mardi 31 mai 2005

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

# La France a réactualisé un mandat international contre Pinochet, 18 militaires, dont quatre généraux

**Par Associated Press**

Paris, le jeudi 26 mai 2005

Le juge d'instruction parisien enquêtant sur la disparition de quatre Français sous la dictature du général Pinochet (1973-1990) a réactualisé mercredi le mandat d'arrêt émis en 2001 contre l'ancien dictateur et 18 autres militaires, dont quatre généraux, a-t-on appris jeudi de sources judiciaires.

Ces mandats d'arrêts, qui ont valeur de mises en examen, visent les crimes d'arrestations, de détentions ou de séquestrations, accompagnées ou suivies d'actes de barbaries, a-t-on précisé de mêmes sources.

Le parquet de Paris doit notifier par voie diplomatique ces mandats d'arrêts internationaux, émis une première fois en 2001 par le précédent juge d'instruction. Pour des raisons de procédure, le magistrat qui a hérité de ce dossier devait les réactualiser, a-t-on expliqué de sources judiciaires.

Ces mandats d'arrêts concernent les disparitions de Georges Klein, le médecin personnel du président Salvador Allende, disparu le 11 septembre 1973 ; d'Etienne Pesle, enlevé le même jour par des militaires de l'armée de l'air ; d'Alphonse-René Chanfreau, également interpellé le 11 septembre 1973 et qui n'est jamais ressorti de la « Colonia Dignidad », enclave allemande au Chili ; et enfin celle de Jean-Yves Claudet, un militant d'extrême gauche enlevé le 1er novembre 1975 à Buenos-Aires (Argentine).

Ce dernier enlèvement a été imputé à la police politique chilienne travaillant en collaboration avec la junte chilienne dans le cadre du plan Condor.

Le parquet de Paris avait ouvert à la fin d'octobre 1988 une information judiciaire contre X après les plaintes de familles de disparus au Chili pendant les premières années de la dictature de Pinochet.